



## **Conseil de sécurité**

Distr.  
GÉNÉRALE

S/1995/112  
6 février 1995  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

### NOTE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

1. Lors des consultations plénières tenues le 6 février 1995, les membres du Conseil de sécurité ont décidé d'envoyer une mission au Burundi et au Rwanda.
2. Les membres du Conseil ont décidé que cette mission, qui partirait de New York le 8 février 1995, serait composée des sept membres suivants du Conseil : Allemagne, Chine, États-Unis d'Amérique, Honduras, Indonésie, Nigéria et République tchèque.
3. Les membres du Conseil ont aussi décidé que cette mission aurait le mandat suivant :
  1. BURUNDI
    - a) Tenir des consultations avec le Représentant spécial du Secrétaire général sur l'évolution de la situation politique et des conditions de sécurité au Burundi et les efforts qu'il déploie à ce sujet, ainsi que sur d'autres moyens par lesquels l'Organisation des Nations Unies pourrait appuyer davantage ces efforts;
    - b) S'entretenir avec le Président, le Premier Ministre, les chefs des forces de sécurité et les dirigeants des partis d'opposition, ainsi qu'avec les organismes des Nations Unies, les membres du corps diplomatique, les organisations non gouvernementales, le Bureau de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et les autres parties intéressées, et leur faire part de la vive préoccupation que les événements politiques qui se sont récemment produits au Burundi inspirent au Conseil de sécurité;
    - c) Faire clairement savoir à toutes les parties que le Conseil de sécurité appuie fermement la Convention de gouvernement du 10 septembre 1994 et le gouvernement constitué sur cette base, ainsi que le processus de réconciliation nationale, et qu'il s'oppose à toute tentative visant à les saper ou à déstabiliser la région;
    - d) Présenter un rapport au Conseil de sécurité.

2. RWANDA

- a) Tenir des consultations avec le Gouvernement rwandais en ce qui concerne les efforts qu'il déploie en vue de la réconciliation nationale et de la reconstruction du pays, et le problème du rapatriement des réfugiés;
- b) Tenir des consultations avec le Représentant spécial du Secrétaire général, les organismes des Nations Unies, le personnel de la MINUAR, les membres du corps diplomatique et les ONG à Kigali;
- c) Présenter un rapport au Conseil de sécurité.

-----